



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1628>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1977 - N° 751 - novembre 1977 -

Date de mise en ligne : mardi 27 mai 2008

Date de parution : novembre 1977

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le Président CARTER a été accueilli chaleureusement lors de la tournée qu'il a faite dans plusieurs Etats les 21 et 22 octobre dernier : sa popularité aurait baissé de 29 % dans l'Iowa et d'une manière générale dans tous les Etats « agricoles » car les revenus des agriculteurs ont beaucoup diminué par suite d'une baisse importante des cours des produits agricoles alors que la récolte des céréales atteignait un niveau record.

*

A Detroit, capitale de l'automobile, des chômeurs ont rappelé crûment au Président que les Etats-Unis comptent plusieurs millions de personnes démunies à l'extrême.

*

Le Président CARTER ne manque pourtant pas de courage en s'attaquant de front aux compagnies pétrolières qu'il assimile à des « profiteurs de guerre ». Les compagnies empochent en effet les surplus de ressources dégagés par la hausse des prix des carburants. Qui gagnera ?

*

Pendant ce temps le dollar continue à baisser. Ce qui inquiète fort les responsables des banques centrales européennes qui, allez savoir pourquoi, qualifient cette baisse de « contre-production » pour l'économie internationale.

Ils n'ignorent pas en effet que l'énorme déficit du budget américain et la baisse du dollar résultent d'une politique libérale du Président Carter destinée à favoriser les exportations américaines.

*

Ces mesures ne sont cependant pas du goût du Président de la Banque Fédérale des Etats-Unis, M. BURNS, économiste orthodoxe, qui considère que l'augmentation des dépenses des consommateurs a peu de chance de contribuer à une quelconque réduction du chômage, et que les profits des entreprises sont insuffisants.

On croirait entendre M. BARRE dont les plans successifs remportent les succès que l'on sait 9,7 % de hausse en un an (pratiquement le même résultat qu'avant le plan) et 15 % pour les produits alimentaires ; quant au chômage, il ne cesse de progresser malgré les opérations de propagande du type « 300 000 emplois nouveaux » qui ne trompent personne.

*

En fait d'emploi, il s'agit le plus souvent de stages en entreprise offerts à des jeunes de moins de 25 ans n'ayant encore jamais travaillé. Ces staries sont rémunérées à 90 % du SMIC par l'Etat et ont une durée de 6 à 9 mois mais ne constituent en aucune façon une pré-embauche. Tout cela nous mène jusqu'à fin mars 78, c'est-à-dire après les élections législatives : si la gauche l'emporte, c'est elle qui héritera des nouveaux chômeurs. Si la droite gagne, elle disposera d'un nouveau régime de plusieurs années pendant lequel elle pourra continuer à pratiquer sa politique d'austérité pour

les travailleurs. Dans tous les cas le chômage augmentera.

*

Comment pourrait-il en être autrement puisque l'automatisation et l'informatisation suppriment toujours plus d'emplois dans l'aéronautique par exemple, malgré le doublement des commandes en 1977, qui assure deux à trois ans de travail, le Président du groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales ne cache pas que la réduction des effectifs commencée en 1976 devra se poursuivre en 1977 et 1978. L'augmentation du parc de machines-outils automatisées pour la fabrication en série a amélioré la productivité et permis d'accroître la fiabilité des matériels, ce qui a rendu leur entretien plus simple et plus facile.

Dans les assurances, les banques, le crédit, le commerce, dans les organismes sociaux, « l'investissement dans l'informatique ne crée plus d'emplois mais provoque à terme des effets de déqualification et de suppression de postes », à déclarer M. BLONDEL, secrétaire général de la Fédération Force Ouvrière.

*

Le remède (bien connu de nos lecteurs) à ce problème du chômage ne peut être que la réduction de la durée du travail sans perte de salaire, bien entendu. Cette idée semble enfin faire son chemin dans les syndicats : la C.F.D.T. et la C.G.T. commencent à populariser l'idée de la semaine de 35 heures, F.O. demande une cinquième semaine de congé.

Quoi de plus réconfortant donc pour nous d'entendre M. Blondel (F.O.) déclarer : « En réduisant la durée du travail, on crée des habitudes et des besoins nouveaux, donc des emplois pour permettre des activités de loisir corporel ou culturel. Les employés F.O. appellent donc le droit à la paresse au secours de l'emploi ».

*

Bien entendu, le « meilleur économiste de France » ne veut pas entendre parler de telles mesures « qui nuiraient à l'effort individuel et collectif qui s'impose à notre pays ». Et d'ajouter : « Nous continuons à vivre comme si la France n'avait pas à investir... Est-ce que notre économie pourra supporter des superstructures sociales beaucoup plus coûteuses que celles de nos principaux rivaux ? ».

M. BARRE, dont la politique de classe s'affirme chaque jour davantage, ignorerait-il qu'en République Fédérale Allemande, par suite d'allègements fiscaux, la masse des ressources laissées à la disposition des citoyens augmentera de 11 milliards de Deutschmarks ?

Il est vrai que, malgré ces mesures, les experts allemands se demandent si les entreprises se décideront à reprendre leurs investissements car, dans le meilleur des cas, leurs capacités de production continueront encore à être sous-utilisées pendant de nombreux mois.

*

La productivité des travailleurs américains a augmenté au troisième trimestre de 1977 à un rythme annuel de 4,9 %.

Cette hausse reflète une progression de la production de 4 % et une diminution de 0,8 du nombre d'heures travaillées.